

Fünfte Sitzung – Cinquième séance

Donnerstag, 30. Januar 1992, Vormittag
Jeudi 30 janvier 1992, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Nebiker

91.047

Direktversicherung. Gesetz und Abkommen

Assurance directe. Loi et accord

Botschaft, Gesetz- und Beschlusssentwürfe vom 14. August 1991
(BBI IV 1)

Message, projets de loi et d'arrêté du 14 août 1991 (FF IV 1)

Beschluss des Ständerates vom 12. Dezember 1991

Décision du Conseil des Etats du 12 décembre 1991

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Theubet, rapporteur: L'accord entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne, concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie, a été signé le 10 octobre 1989 à Luxembourg, au siège des Communautés européennes. Il constitue pour notre pays le plus important accord passé avec la Communauté depuis la conclusion de l'accord de libre échange de 1972. Il permet une participation sectorielle au marché intérieur de la Communauté, cela sur une base de réciprocité et de non-discrimination.

L'accord Suisse/CEE en matière d'assurance a une longue histoire. Dans les années cinquante déjà, son noyau constitutif, la marge de solvabilité, fut discuté avec participation de la Suisse à un niveau européen, par le Comité des assurances de l'OCDE qui l'adopta en tant que principe en 1965. Par la suite, il fallut transposer en droit communautaire. Le 26 juillet 1973, au lendemain de l'adoption de la directive communautaire en la matière, la Suisse proposa formellement à la Commission des Communautés européennes l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord sur la base de l'article 29 de la directive. Lesdites négociations débutèrent le 9 novembre 1973 et aboutirent le 25 juin 1982 avec le paraphe de l'accord. La Communauté ayant entre-temps développé son droit des assurances dans les domaines du crédit et du cautionnement, de la protection juridique, de l'assistance touristique, et dans celui de la liberté de prestation de services, les négociations ont dû être réouvertes. Ces dernières, après 17 ans d'après discussions, ont été achevées le 26 juillet 1989.

Le traité consiste en un accord principal, cinq annexes, quatre protocoles, neuf échanges de lettres, une déclaration commune et un acte final. L'accord principal contient, à part le préambule et les dispositions finales, les conditions-cadres normatives garantissant dorénavant la liberté d'établissement. Alors que les annexes définissent certaines notions, les protocoles constituent pour ainsi dire des accords subsidiaires spécifiant certaines dispositions de l'accord principal. Les échanges de lettres, qui font partie intégrante de l'accord,

ainsi que la déclaration commune comportent des clarifications ou des réserves retenues à la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes. Enfin, l'ensemble de l'accord est résumé sous forme de table des matières, dans un acte final. L'accord vise, sur une base de réciprocité, à assurer aux agences et succursales relevant d'entreprises d'assurances non-vie, dont le siège social se trouve en Suisse ou dans la Communauté, des conditions d'accès et d'exercice identiques sur le territoire de l'autre partie contractante, tout en garantissant la protection des assurés. Il contient à cet effet des dispositions traitant notamment de l'obligation d'agrément, des conditions exigées pour son obtention et des modalités de collaboration entre les autorités de contrôle. Par ailleurs, il fixe certaines règles essentielles pour l'activité des entreprises visées par l'accord, en particulier en ce qui concerne la constitution, le calcul et la représentation de la marge de solvabilité. De façon plus générale, il traite de certaines définitions quant aux réserves techniques et fixe les conséquences qui peuvent résulter de l'inobservation des règles de bonne gestion financière.

Concrètement, cela revient à dire que les assureurs suisses, pratiquant l'assurance directe non-vie et sujets à la surveillance de l'Office fédéral des assurances privées, auront dans la Communauté les mêmes conditions d'accès et d'exercice pour leur activité que leurs concurrents communautaires et jouiront donc comme eux de la liberté d'établissement. Ce même droit sera accordé aux entreprises communautaires sur le territoire suisse. La liberté d'établissement implique nécessairement que l'on renonce à obliger les agences et succursales de l'autre partie contractante à disposer de garanties financières supplémentaires, sinon l'égalité de traitement ne serait pas assurée. Ceci n'est possible qu'à condition que les sièges principaux calculent leur marge de solvabilité selon des dispositions harmonisées, et que cette marge fasse l'objet d'un contrôle officiel qui, ensuite, soit reconnu sur une base de réciprocité.

L'accord constitue une étape dans la politique d'intégration de la Suisse et revêt de ce fait une importance certaine du point de vue économique. Il s'agit pour notre pays du plus important accord passé avec la Communauté depuis l'accord de libre échange de 1972. C'est en effet la première fois qu'un accord d'établissement dans le domaine de l'assurance a été élaboré sur la base du droit international public, de sorte qu'ici, il a fallu d'abord créer un nouveau type d'instrument conventionnel; que la Communauté offre à un Etat non-membre la liberté d'établissement; que la Communauté a accepté d'éliminer les inégalités de traitement dues à l'harmonisation de son droit à l'égard d'un Etat non-membre par voie de négociation et sur la base de réciprocité; que la Suisse a réussi à intégrer une clause d'arbitrage dans un accord avec la CEE et à réaliser ainsi, à l'égard de celle-ci, une vieille maxime de notre politique économique extérieure; que la Suisse enfin, conclura avec la Communauté un accord qui aura un impact notable sur les dispositions législatives internes des parties contractantes et ce, dans un parfait équilibre des concessions juridiques. De plus, l'accord basé sur la clause évolutive de l'accord de libre échange contient lui-même une disposition de ce genre à son article 41.

L'accord couvre 13,5 milliards de primes encaissées en 1990 par nos compagnies dans la Communauté. Il éliminera des discriminations sur les réserves techniques correspondantes, soit 20 milliards. A ces montants, s'ajoute l'élimination de la discrimination sur la marge de solvabilité qui représente 1,9 milliard. Enfin, l'accord a été, avant sa conclusion, l'objet de deux thèses de doctorat et le thème de nombreux articles scientifiques et de séminaires universitaires, ce qui montre l'intérêt certain qu'il suscite également sur le plan académique.

Cet accord constitue l'aboutissement d'une évolution de quarante ans, aboutissement aussi d'une négociation tenace qui a duré dix-sept ans. Il représente en même temps, le premier modèle de relations conventionnelles multilatérales dans l'Espace économique européen. L'Accord assurance permet en effet, bien que sectoriellement il est vrai, la pleine participation suisse au marché intérieur. Cette participation peut se faire sans que la Suisse soit mise dans une dépendance unilatérale

d'une part, et sans qu'elle s'ingère dans les affaires communautaires d'autre part. L'ensemble se réalisant sur une base de réciprocité et de non-discrimination, tout en sauvegardant les intérêts des assurés et en rendant possible l'évolution du droit communautaire en la matière.

Conçu au début des années 70, cet accord prouve que notre politique d'intégration a bel et bien anticipé la situation future. Entre-temps son contenu a été résorbé par le traité sur l'Espace économique européen. Le Conseil fédéral tient néanmoins à ratifier l'Accord assurance pour deux raisons. Premièrement, la ratification de l'EEE n'est pas encore chose faite. Deuxièmement, il est important que l'Accord assurance figure parmi ce qu'on appelle les accords existants susceptibles d'entrer en application en cas de suspension provisoire d'une partie de l'accord sur l'EEE. L'Accord assurance ferait aussi partie du filet de sécurité constitué par la substance des accords conclus avant l'été 1992. Pour des raisons analogues, il est essentiel qu'il entre en vigueur avant la conclusion de l'accord général sur les services, à conclure dans le cadre de l'Uruguay Round.

Deux questions ont retenu plus particulièrement l'attention de la commission lors de l'examen de cet objet. L'une émanant de M. Stucky concerne la compatibilité de l'Accord assurance avec la *lex Friedrich*. L'autre, de M. Bodenmann, est relative à la comparaison assureurs privés/établissements cantonaux dans l'assurance des dommages dus aux éléments naturels. Le Département fédéral de justice et police a remis deux rapports à la commission à ce sujet. A la question de savoir si la *lex Friedrich* prévoit une exception à l'obligation d'autorisation dans le cas où une institution d'assurance de la CEE établie en Suisse désire acquérir un immeuble avec ses fonds libres, le département répond de la manière suivante: une telle exception n'est pas prévue par la *lex Friedrich* de sorte que le droit suisse est en collision avec l'accord concernant l'assurance. Selon un principe général, le droit international public prévaut sur le droit national avec lequel il est en contradiction, et ce droit national doit être considéré comme nul. Il serait donc possible d'appliquer directement l'accord en matière d'assurance et de ne pas tenir compte, pour le moment, des dispositions de la *lex Friedrich* qui sont en contradiction avec celui-ci. Dans ce cas il conviendrait d'entreprendre, après l'entrée en vigueur de la loi sur l'assurance dommages, l'adaptation incontestablement nécessaire de la *lex Friedrich*.

A propos de la deuxième question, il faut tout d'abord relever qu'il a été possible, après plusieurs années de négociations, d'exclure de l'accord les établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie, pour autant qu'ils n'étendent pas leur champ d'activité. S'agissant de l'étendue de la couverture par les assureurs privés, le rapport du département constate qu'elle est uniformément fixée par les conditions générales «Assurances des bâtiments». La limitation de garantie à 100 millions de francs, que les assureurs privés prévoient pour les bâtiments et le mobilier, est nécessaire d'une part en raison de l'importante probabilité de survenance d'un dommage et, d'autre part, à cause d'une capacité de réassurance restreinte. En revanche, il existe de nombreuses différences concernant les risques assurés auprès des établissements cantonaux à caractère de monopole, ces derniers n'assurant en aucun cas les pertes d'exploitation consécutives à des événements naturels.

Pour conclure, la Commission de l'économie et des redevances vous propose, à l'unanimité, d'approuver la loi sur l'assurance dommages, y compris les abrogations et les modifications d'autres actes législatifs qui figurent en son annexe, ainsi que l'accord concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie, qui constitue véritablement un accord pionnier dans le contexte politique actuel.

Stucky, Berichterstatter: Das Vertragswerk, das Ihnen vorliegt – es wurde übrigens nicht in Jahren, sondern in Jahrzehnten ausgehandelt –, besteht aus einem Hauptabkommen, fünf Anhängen, vier Protokollen, neun Briefwechseln, einer Gemeinsamen Erklärung und einer Schlussakte. Sie werden wohl nicht annehmen, dass ich Ihnen all diese Einzelheiten weiter erläutere. Ich will aber auf das Hauptabkommen ein-

gehen und dann noch zwei Bemerkungen zu den Anhängen bzw. einem Protokoll machen.

Das Hauptabkommen bekräftigt in der Präambel den Willen der Vertragspartner, bei Gelegenheit der Errichtung des Gemeinsamen EG-Versicherungsmarktes die bestehenden wirtschaftlichen Beziehungen in diesem Bereich durch die Einführung der gegenseitigen Niederlassungsfreiheit bei Wahrung des Versicherungsschutzes und unter gerechten Wettbewerbsbedingungen auf der (politischen) Grundlage der «Entwicklungsklausel» des Freihandelsabkommens zu konsolidieren und zu fördern und die Möglichkeit des Abschlusses weiterer Abkommen dieser Art zu gegebener Zeit zu prüfen.

Der Erste Abschnitt enthält einen Zweckartikel, verweist auf den Anwendungsbereich und verankert das Nichtdiskriminierungsprinzip. Zudem bestätigt er die Befugnisse der Aufsichtsbehörden der EG-Staaten, was notwendig ist, da diese Staaten einerseits nicht als Vertragspartner auftreten und da andererseits die Gemeinschaft als Vertragspartner nicht über eine supranationale Aufsichtsbehörde verfügt.

Der Zweite Abschnitt mit den Zulassungsbedingungen verankert die Bewilligungspflicht für alle privaten Nicht-Lebens-Unternehmen und umschreibt die für die Zulassung der Agenturen und Zweigniederlassungen zu erfüllenden Voraussetzungen und Verfahren, wie gesellschaftsrechtliche Form, Statuten, Verzicht auf versicherungsfremdes Geschäft, bewilligte Branchen des Hauptsitzes, finanzielle Mittel, Aktivitätenprogramm, Dreijahrespflicht, Generalbevollmächtigter. Wichtig ist hierbei eine Norm, die den klagbaren Rechtsanspruch auf Niederlassung verankert, falls die abschliessend aufgezählten Bedingungen hierfür erfüllt sind, und die insbesondere ausschliesst, dass die Niederlassung von der Stellung einer Kautions- oder von den Marktbedürfnissen abhängig gemacht werden kann.

Der Dritte Abschnitt betrifft im wesentlichen die finanziellen Sicherheiten. Hierbei werden die Versichertenansprüche primär durch die technischen Rückstellungen sichergestellt, was zur Folge hat, dass die sie bedeckenden Werte strengen nationalen Anlagevorschriften unterstehen und dass sie der Lokalisation sowie der Kongruenz bedürfen, ohne jedoch kautioniert werden zu dürfen. Dieses Sicherheitselement wird ergänzt durch das Erfordernis einer Solvabilitätsspanne an freien Mitteln, die einen bestimmten Wert nicht unterschreiten dürfen. Der Abschnitt enthält zudem die Massnahmen, die bei ungenügender Bestellung der Solvabilitätsspanne bzw. der technischen Rückstellungen ergriffen werden müssen, sowie Vorschriften in bezug auf die Uebertragung des Versicherungsbestandes, die Bilanz, die Prüfung der Versicherungsbedingungen und Tarife sowie die Dokumentation.

Der Vierte Abschnitt über den Entzug der Bewilligung beschreibt die Bedingungen sowie die Prozedur, die für den Entzug der Bewilligung Geltung haben, und stellt das Erfordernis eines diesbezüglichen Rekursverfahrens auf.

Der Fünfte Abschnitt über die Zusammenarbeit der Aufsichtsbehörden definiert die Voraussetzungen, Ziele und vertraulichkeitsbedingten Grenzen der Zusammenarbeit unter den Aufsichtsbehörden, die aufgrund der Abkommensmechanismen, vornehmlich der gegenseitigen Anerkennung der Zertifikate der vom Hauptsitz auf das weltweite Geschäft zu stellenden Solvabilität, notwendig ist.

Der Sechste Abschnitt (Allgemeine und Schlussbestimmungen) betrifft vor allem die Verwaltung des Abkommens, die Streitschlichtung, die Revision und Kündigung sowie den geographischen Anwendungsbereich. Ferner enthält er einen Artikel über die Weiterentwicklung der internen Rechtsvorschriften, eine Entwicklungsklausel, Bestimmungen über das Inkrafttreten und eine Unterschriftenformel.

Es sei an dieser Stelle insbesondere darauf hingewiesen, dass es gelungen ist, eine Schiedsklausel in das Abkommen einzubauen und damit ein traditionelles schweizerisches Petition nun erstmals gegenüber der EWG zu verwirklichen. Aus der Sicht der Gemeinschaft stellt dies einen erheblichen Schritt in ihrer gegenüber den Mitgliedstaaten durchgesetzten Konsolidierung als Völkerrechtssubjekt dar. Das zum Hauptvertrag. Noch eine Bemerkung zum Anhang Nr. 2: Er zählt nämlich die Versicherungen auf, die dem Abkommen nicht unterstellt sind,

und darunter fallen auch die kantonalen Brandversicherungen.

Zum Protokoll Nr. 4: Es enthält das sogenannte Drittlandstatut, das heisst die Mindestbedingungen, die an Unternehmen zu stellen sind, deren Hauptsitz sich weder in der Schweiz noch in der Gemeinschaft befindet und denen auf dem Territorium einer Vertragspartei durch eine Agentur oder Zweigniederlassung der Zugang zur Versicherungstätigkeit und deren Ausübung gewährt werden. Zweck dieses Protokolls ist, aus aufsichtsrechtlichen und wettbewerbpolitischen Gründen sicherzustellen, dass die Drittlandgesellschaften nicht einem Regime unterstehen, das gegenüber dem Abkommensregime ungerechtfertigte Vorteile beinhaltet; dies unter Vorbehalt des Abschlusses analoger Abkommen mit Drittstaaten.

Zur eigentlichen Substanz des Vertragswerkes: Die Gewährleistung der Solvabilität ist der Kernpunkt der versicherungsrechtlichen Niederlassungsordnung der Gemeinschaft. Diese Gewährleistung wird mit derartiger Konsequenz durchgehalten, dass jegliche Kautonierung von Mitteln, seien es eigene oder solche, die der Bedeckung der technischen Rückstellungen dienen, unnötig und deshalb als Hemmnis der rentabilitätsfördernden, freien Verfügbarkeit der Aktiven verboten ist. Zudem sind Vorschriften zur Lokalisierung des Eigenkapitals sowie dessen Unterstellung unter einen Anlagekatalog unzulässig. Es versteht sich von selbst, dass die gegenseitige Anerkennung unter den Mitgliedstaaten der durch den Hauptsitz gestellten finanziellen Garantien nur durch Vermittlung der gegenseitigen Anerkennung der von den nationalen Aufsichtsämtern auszustellenden Solvabilitätsnachweise möglich ist. Da solch ein Ausweis dem wechselnden Versicherungsbestand anzugleichen ist und unter dem Anlagegebaren des Unternehmens an Gültigkeit verlieren kann, ist zudem klar, dass es mit der einmaligen gegenseitigen Anerkennung nicht sein Bewenden haben kann, sondern dass diese Anerkennung durch eine enge Zusammenarbeit unter den Aufsichtsämtern der steten Bestätigung ihrer Ueberprüfung bedarf.

Was bedeutet dies für einen Staat, der der Gemeinschaft nicht angehört? Während Tochtergesellschaften von Drittlandunternehmen gemäss den Vorschriften der nationalen Gesellschafts- und Aufsichtsrechte den ortsansässigen Gesellschaften gleichgestellt werden, unterstehen deren Agenturen und Zweigniederlassungen zunächst einem zweifachen Erfordernis.

Im Interesse der wettbewerbsgerechten Schaffung eines gemeinschaftlichen Versicherungsmarktes müssen sie erstens von der gemeinschaftlichen Rechtskoordinierung miteingefasst werden. Zum zweiten dürfen sie durch das den Mitgliedstaaten verbleibende Ordnungsrecht gegenüber den Agenturen und Zweigniederlassungen der EG-Gesellschaft nicht bevorzugt oder benachteiligt werden.

Es ist eben nicht auszuschliessen, dass das EG-Drittlandstatut der versicherungsrechtlichen Niederlassungsordnung durch zwingende oder mögliche Vorschriften protektionistischer Motivation ergänzt würde. So ist, was die Zulassung betrifft, bei Erfüllung der Etablierungsbedingungen ein klagbarer Rechtsanspruch auf Niederlassung nicht vorgesehen, was die Möglichkeit der wirtschaftlichen Bedürfnisprüfung eröffnen würde. Zudem ermöglicht das den Mitgliedstaaten belassene Legiferierungsrecht hinsichtlich der technischen Rückstellungen – da EWG-rechtlich diesbezüglich nur Minimalvorschriften bestehen – einen erheblichen Spielraum für zusätzliche Diskriminationen von Drittlandunternehmen, etwa durch die unterschiedliche Definition der durch die Bedeckung zugelassenen Werte.

Somit besteht der Zweck des ausgehandelten Abkommens darin, die Ordre-public-bedingten sowie die protektionistisch motivierten niederlassungsrechtlichen Ungleichbehandlungen und Diskriminierungen auf der Grundlage der Gegenseitigkeit und unter Wahrung der Interessen der Versicherten zu beseitigen und damit einen Beitrag zur Herstellung eines einheitlichen Wirtschaftsrechts in Europa zu erbringen.

Die Schweiz schliesst sich auch nicht dem EG-System an, wie man zuerst vermuten könnte. Vielmehr dehnen beide Partner die auf ihrem Gebiet für ihre eigenen Gesellschaften je schon

bestehende Niederlassungsfreiheit gegenseitig aufeinander aus. Dies bedingt im Interesse des Versicherten die institutionalisierte Zusammenarbeit der betroffenen Aufsichtsämter, und zwar deshalb, weil die Ueberprüfung der technischen Rückstellungen wohl der Behörde des Tätigkeitslandes obliegt, die nach dem globalen Geschäft zu bestellende Solvabilitätsspanne aber nur vom Aufsichtsamt des Sitzstaates, das ja den ganzen Bereich übersieht und den Ausweis auszustellen hat, auf ihre richtige Berechnung und ordnungsgemässe Bedeckung hin kontrolliert werden kann. Die mit der Ausstellung und Anerkennung des Solvabilitätsausweises sich erübrigende Kautonierung beschränkt indessen in keiner Weise die Möglichkeit, eine andere Form der materiellen Sicherstellung der Versicherungsansprüche zu erlassen.

Der Wert des Abkommens ist für unsere Versicherungsbranche erheblich. Er liegt unter anderem darin, dass die in den einzelnen EG-Ländern gestellten Eigenmittel, die sich schätzungsweise auf 1,8 Milliarden Franken belaufen, mit dem Abkommensschluss nun frei in der Schweiz oder anderswo investiert werden können. Damit wird in der Anlage dieser Mittel Flexibilität erreicht, was Möglichkeiten zur höheren Verzinsung, zur Vermeidung von Währungsverlusten und zur Nutzung von Investitionschancen bietet. Bezüglich der nach wie vor in den Tätigkeitsländern zu stellenden technischen Rückstellungen im Gesamtbetrag von rund 18 Milliarden Franken wird mit dem Abkommensschluss die Gefahr der Diskriminierung beseitigt.

Zur abschliessenden Würdigung des Vertragswerkes ist zusammenfassend festzuhalten, dass es das erste Mal ist, dass ein niederlassungsrechtlicher Liberalisierungsvertrag des Völkerrechtes im Versicherungssektor abgeschlossen wird, weshalb es zunächst überhaupt erst darum ging, einen neuen Abkommenstyp zu schaffen; dass die Gemeinschaft das Integrationsinstrument der Niederlassungsfreiheit einem Drittstaat anbietet, und dies in Form eines direkt anwendbaren, somit klagbaren Rechtsanspruches auf Niederlassung und damit auf Ausübung; dass sie bereit gewesen ist, den Ungleichbehandlungseffekt ihrer Rechtsharmonisierung auf dem Verhandlungswege und auf der Grundlage der Gegenseitigkeit zu beseitigen; dass es gelungen ist, eine Schiedsklausel in ein Abkommen mit der EWG einzubauen – es ist der Artikel 38 – und damit ein traditionelles schweizerisches Petition zu verwirklichen; dass zwischen der Schweiz und der EWG ein Liberalisierungsvertrag abgeschlossen wird, der auch einen namhaften Einfluss auf die internen Rechtsvorschriften der Vertragspartner ausübt, wobei es gelungen ist, in Würdigung der wirtschaftlichen und aufsichtsrechtlichen Voraussetzungen eine gute Lösung zu finden. Dies zum Vertragswerk.

Nun noch zu drei Fragen, die in der Kommission aufgeworfen worden sind:

1. Das Verhältnis zum EWR: Der EWR-Vertrag geht weiter als dieses Versicherungsabkommen. Der Dienstleistungsbereich gehört zum *Acquis communautaire*, und folglich würde dieses Abkommen konsumiert. Aber es würde quasi als Auffangnetz bestehen bleiben. Im übrigen finden Sie die Begründung in der Botschaft auf Seite 28.

2. Das Verhältnis zur Lex Friedrich: Wir haben einen Zusatzbericht erhalten, und das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement sagt darin folgendes: Eine entsprechende Ausnahme für den Kauf von Grundstücken durch ausländische Agenturen oder Zweigniederlassungen ist im Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland nicht vorgesehen, so dass in diesem Fall das schweizerische Recht mit dem Versicherungsabkommen kollidiert. Nach einem allgemeinen Grundsatz hat das Völkerrecht vor dem widersprechenden nationalen Recht Vorrang, und das entsprechende nationale Recht ist als nichtig zu betrachten.

In Anwendung dieses Prinzips ist es möglich, das Versicherungsabkommen direkt anzuwenden und die nichtkompatiblen Bestimmungen der Lex Friedrich vorläufig als unbeachtlich einzustufen. Die Lex Friedrich kann in einem späteren Zeitpunkt angepasst werden. Dies müsste wohl gelegentlich getan werden, namentlich im Hinblick auf die Rechtssicherheit und auf das klare Verständnis auch bei den kantonalen Grundbuchämtern.

3. Eine zweite Frage von Herrn Bodenmann betraf das Verhältnis zwischen privaten Versicherungen und den staatlichen Versicherungen im Schadenbereich, also vor allem die kantonalen Brandversicherungen. Hier gelten die allgemeinen Bedingungen unter dem Stichwort «Versicherung von Gebäuden». Es ergeben sich aber in der Praxis einige Differenzen, die ich hier nicht aufzählen muss. Die Kommission beantragt einstimmig, dem Vertragswerk zuzustimmen.

Präsident: Fünf Fraktionen lassen mitteilen, dass sie dem Vorschlag zustimmen und für Eintreten sind: die grüne Fraktion, die LdU/EVP-Fraktion, die Fraktion der Auto-Partei, die liberale Fraktion und die CVP-Fraktion.

Keller Rudolf: Manchmal lohnt es sich, über etwas länger zu verhandeln. Bis das Direktversicherungsabkommen mit der EWG zustande gekommen ist, vergingen Jahre. Vielleicht ist auch deshalb ein vernünftiges Resultat herausgekommen, weil man sich – etwa im Gegensatz zu den überstürzten Verhandlungen über den EWR-Vertrag – Zeit genommen hat. Die Verhandlungen über das Direktversicherungsabkommen sind für unser Land ein Musterbeispiel dafür, wie man es machen kann, ohne sich gleich mit Haut und Haaren an einen Verhandlungspartner zu verkaufen.

Seit Jahren pflegen die Versicherungen Kontakte und wirtschaftliche Beziehungen in unseren Nachbarländern, und alle Versicherungsgesellschaften haben in ganz Europa und in der ganzen Welt Niederlassungen gegründet, Firmen erworben oder sich mit anderen Versicherungsgesellschaften zusammengetan. Ohne dieses EG-Geschrei, wie wir es in den letzten Monaten über uns ergehen lassen mussten, ist in der Versicherungsbranche diese Entwicklung vonstatten gegangen. Und das vorliegende Abkommen sichert uns den freien Zugang zu den wesentlichen Versicherungsmärkten in Europa. Es bringt auch für Versicherungen anderer Länder die Niederlassungsfreiheit bei uns.

Nur ist es aus unserer Sicht mindestens momentan und auf absehbare Zeit so, dass wir in der Schweiz keine grössere, uns Schwierigkeiten machende Konkurrenz aus dem Ausland zu befürchten haben. Trotzdem müssen wir auf der Hut sein und um unsere Marktvorteile kämpfen, stehen doch auch auf diesem Gebiet wieder viele tausend Arbeitsplätze auf dem Spiel, Arbeitsplätze, die es zu erhalten gilt. Zwar sind unsere Prämien nicht immer die billigsten, doch muss man auch das umfassende Leistungsangebot, die Leistungsvielfalt und den Service sehen, den die schweizerische Versicherungswirtschaft ihren Kunden bietet. Unsere Versicherungen stehen heute auch darum so gut da, weil sie mit einem Bein bereits seit langer Zeit im Ausland verankert sind. Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi ist sich dessen bewusst.

Wir unterstützen daher dieses Abkommen.

Mauch Rolf: Ich kann Ihnen die einhellige und uneingeschränkte Zustimmung der freisinnig-demokratischen Fraktion zu diesem Werk mitteilen. Andererseits bin ich der Auffassung, dass in der heutigen Zeit der totalen Irrungen und Verwirrungen in der integrationspolitischen Szene ein derart klar und vorbildhaft zustande gekommenes Werk nicht wortlos übergangen werden darf.

Ich betone, was die Kommissionsreferenten bereits ausgesprochen haben: dass es sich um ein beispielhaftes Projekt mit Pilotcharakter handelt, das aber jahrelange, von aussen kaum sichtbare Knochenarbeit voraussetzte.

Den ausführlichen Darlegungen der Kommissionsreferenten bezüglich der staatsrechtlichen, versicherungsrechtlichen, volkswirtschaftlichen und versicherungstechnischen Gegebenheiten möchte ich nichts beifügen. Ich unterstreiche aber in integrationspolitischer Hinsicht und aus persönlicher Sicht insbesondere folgende Merkmale des Werkes:

Wir werden bei der voraussehbaren beziehungsweise absehbaren Nichtrealisierung und Nichtrealisierbarkeit gegenwärtig verbreiteter modischer und offizieller Wunsch-, Grossmacht- und Hegemonialvorstellungen auf derartigen Modellösungen

aufbauen können. Dies ist die angemessene Form, wie sich unser selbständiger und unabhängiger Staat in der eng verflochtenen europäischen und weltweiten Wirtschaft integriert. Ein ganzer und grosser Dienstleistungszweig von grosser Bedeutung hat sich im Bereich der Vertragspartner die freie Niederlassung und freie Geschäftstätigkeit gesichert und geschaffen. Den grossen Bemühungen und dem Einsatz der Versicherungsbranche wie den beteiligten staatlichen Stellen und der schweizerischen Aussenhandelsdiplomatie ist ausdrücklich zu danken und zum Erfolg zu gratulieren.

Schwab: Im Namen der einstimmigen SVP-Fraktion möchte ich hier unsere Zustimmung zu diesem Vertragswerk bekanntgeben. Es handelt sich um ein Abkommen, das äusserst komplex und nur für Kenner dieser Branche völlig durchschaubar ist. Die Tatsache, dass die Branche diesen Schritt voll unterstützt, unterstreicht die Wichtigkeit dieses Abkommens. Es gilt an dieser Stelle, den Verantwortlichen für das Zustandekommen unseren Dank auszusprechen. Es gilt auch hervorzuheben, dass es möglich ist, als Nicht-EG-Staat für eine Branche ein grenzüberschreitendes Abkommen auszuhandeln, das die Nachteile der Abschirmung aufhebt. Dieser Schritt dürfte ein Beispiel für weitere sein.

Bundesrat Koller: Das Versicherungsabkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft ist in der Tat ein Pioniervertrag. Trotzdem dürfte es wahrscheinlich sein Schicksal sein, dass er der letzte dieser Gattung sein wird. Dieses Abkommen ist ein Pioniervertrag, weil das Abkommen der schweizerischen Versicherungswirtschaft den diskriminierungsfreien Zugang zum europäischen Binnenmarkt eröffnet und auch institutionell ausgewogene Lösungen bringt. Wahrscheinlich ist aber das Abkommen trotz dieser Vorzüge das letzte dieser Gattung, weil es sich um einen bilateralen und sektoriellen Vertrag mit der Europäischen Gemeinschaft handelt.

Wie Sie wissen, steht dieses Modell der Zusammenarbeit mit der Europäischen Gemeinschaft nach dem klaren Willen dieser Gemeinschaft auf jeden Fall zurzeit nicht mehr zur Verfügung. Denn der EWR-Vertrag wird bekanntlich eine multilaterale, eine umfassende Regelung der Wirtschaftsbeziehungen der Efta-Länder mit der Europäischen Gemeinschaft bringen. Wenn der EWR-Vertrag zustande kommt, was der Bundesrat nach wie vor hofft, dann wird zwar dieses Versicherungsabkommen nicht konsumiert, aber der EWR-Vertrag wird weitestgehend an die Stelle dieses Versicherungsabkommens treten. Nachdem die Kommissionsreferenten die erfolgreiche Verhandlungsgeschichte und den Inhalt des Vertrages im einzelnen dargestellt und zutreffend gewürdigt haben, brauche ich nicht mehr darauf zurückzukommen. Ich möchte lediglich hier im Namen des Bundesrates öffentlich den Dank an unsere Verhandlungsdelegation aussprechen, die über Jahrzehnte hinweg diesen wichtigen Vertrag ausgehandelt hat.

Ich möchte mich daher nun vor allem auf das Ausführungs-gesetz konzentrieren. Das soeben skizzierte, von den Referenten ausführlich dargelegte Versicherungsabkommen muss ins schweizerische Recht umgesetzt werden, weshalb wir Ihnen zusätzlich zum Abkommen den Entwurf zu einem Bundesgesetz über die Direktversicherung mit Ausnahme der Lebensversicherung zur Genehmigung unterbreiten. Dieser Gesetzesentwurf beschränkt sich aber nicht ausschliesslich auf die reine Ausführung des Versicherungsabkommens mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, sondern er führt zum Schutz der Versicherten und im Hinblick auf eine zeitgemässe Liberalisierung der Versicherungsaufsicht auch eigenständige aufsichtsrechtliche Vorschriften ein, die generell für den Nicht-Lebens-Bereich gelten.

Insgesamt bringt das Gesetz ausser der bereits erwähnten Verankerung der Solvabilitätsspanne im schweizerischen Recht Neuerungen in vier Bereichen.

Nach geltender Rechtslage sind ausländische, in der Schweiz niedergelassene Schadenversicherungseinrichtungen verpflichtet, zur Sicherstellung der Forderungen aus Versicherungsverträgen des schweizerischen Versicherungsbestandes bei der Schweizerischen Nationalbank eine Kautions-

hinterlegen. Die Verpflichtung zur Hinterlegung einer solchen Kautions, die wesentlich höher ist als bei schweizerischen Nicht-Lebensversicherungen, wird als Diskriminierung betrachtet, die im Hinblick auf den Zweck des Abkommens nicht beibehalten werden kann. Es ging deshalb im Rahmen der Erarbeitung des Gesetzes darum, die Kautions durch ein anderes Sicherungssystem zu ersetzen, das neben die Solvabilitätsspanne tritt und für die Versicherten eine zusätzliche Sicherheit bietet.

Ausgehend vom Sicherungsfonds, wie er in der Lebensversicherung besteht, aber in der administrativen Handhabung vereinfacht, haben wir uns im Gesetz in der Schadenversicherung für ein sogenannt gebundenes Vermögen entschieden, wie es sich auch im deutschen Recht findet. Dieses mit dem Abkommen im Einklang stehende System zur Sicherung der Versichertenansprüche wird von Gesetzes wegen als Sondervermögen qualifiziert, das im Konkurs der Versicherungseinrichtung zugunsten der Versicherten vom übrigen Vermögen auszusondern ist.

Bisher galt sodann – das ist die zweite Neuerung – in der Schweiz und in Deutschland als den einzigen Staaten in Europa das Gebot der Spartenrennung in der Rechtsschutzversicherung. Dies bedeutet, dass Rechtsschutzversicherungsgeschäfte nur von einer Versicherungseinrichtung getätigt werden dürfen, die sonst keine Versicherungen in anderen Zweigen anbietet. Mit dieser Regelung sollten mögliche Interessenkollisionen vermieden werden, die dadurch entstehen könnten, dass die gleiche Versicherungseinrichtung, bei der der Versicherte rechtsschutzversichert ist, diesem gegenüber Haftpflichtansprüche geltend machen müsste. Dieses Gebot der Spartenrennung wird nun mit dem Gesetzesentwurf aufgehoben, so dass die Rechtsschutzversicherung und die übrigen Schadenversicherungszweige inskünftig vom gleichen Versicherer betrieben werden dürfen.

Die entsprechende EG-Richtlinie, welche dieser neuen Regelung zugrunde liegt, geht davon aus, dass der mit der Spartenrennung erreichte Schutz der Versicherten vor Interessenkollisionen beim Versicherer auch anders, aber in gleichwertiger Weise erreicht werden kann. Zu diesem Zweck wird der Bundesrat noch die entsprechenden Ausführungsverordnungen erlassen.

Das Abkommen bedingt sodann im weiteren die Einführung der sogenannten Grossrisikoregelung im Sinne der EG-Richtlinien. Danach werden die Versicherungsnehmer künftig in zwei Kategorien eingeteilt: Die mittleren und grossen Unternehmen sowie die Versicherungsnehmer in bestimmten Versicherungszweigen fallen unter den Begriff der sogenannten Grossrisiken, alle übrigen Versicherungsnehmer unterstehen den Regelungen betreffend die Massenrisiken. Im Gegensatz zum heutigen Recht, wonach Tarife und allgemeine Versicherungsbedingungen erst verwendet werden dürfen, nachdem sie vom Bundesamt für Privatversicherungswesen genehmigt worden sind, wird es für Versicherungsverträge mit Grossrisiken praktisch keine Einschränkung bei der inhaltlichen Gestaltung der Versicherungsverträge mehr geben. Insbesondere dürfen Tarife und allgemeine Versicherungsbedingungen von der Aufsichtsbehörde nicht mehr systematisch präventiv geprüft werden. Die Aufsichtsbehörde wird diese Versicherungsmaterialien lediglich noch im nachhinein auf ihre Vereinbarkeit mit dem Gesetz bzw. mit den anerkannten Regeln der Versicherungstechnik überprüfen können.

Wegen dieser Liberalisierung im Bereich der Grossrisiken besteht jedoch die Gefahr, dass dieses deregulierte und deshalb tendenziell defizitäre Grossrisikogeschäft mit überhöhten Tarifen bei den Massenrisiken quersubventioniert werden könnte. Es wird daher Aufgabe des Bundesamtes für Privatversicherungswesen sein, solche Vorgänge möglichst zu verhindern, womit auch einer entsprechenden Empfehlung der Kartellkommission nachgekommen wird. Eine sachgerechtere Berichterstattung der Versicherungseinrichtungen mittels neuen Berichterstattungsformularen, die einen besseren Einblick in die Kostenrechnungen der Versicherungseinrichtungen gestatten, wird das Amt in seinen Bemühungen unterstützen. In Zukunft ist beabsichtigt, bei der Genehmigung von Versicherungsmaterialien über die durch das Abkommen bedingte Li-

beralisierung hinauszugehen und neben diesem Grossrisikobereich auch für eine Anzahl Massenrisiken die Genehmigungspflicht für die Tarife und die Allgemeinen Versicherungsbedingungen abzuschaffen. Eine systematische präventive Prüfung dieser Materialien ist daher nur noch für die Lebens- und die Krankenversicherung sowie für Versicherungsverträge vorgesehen, welche aufgrund eidgenössischer oder kantonaler Obligationen abgeschlossen werden.

Trotz dieser Liberalisierung in der Versicherungsaufsicht behält diese ihren gewerbepolizeilichen Charakter. Der präventive Wesenszug dieser Aufsicht wird allerdings wegen der weitgehend dahinfallenden Materialgenehmigung an Effektivität verlieren. Das Gesetz stellt jedoch – um den Versicherten von schweizerischen Gesellschaften einen möglichst hohen Schutz zu verschaffen – an die Kapitalausstattung der Gesellschaften mit Sitz in der Schweiz nach wie vor hohe Anforderungen, ohne dadurch die Wettbewerbsfähigkeit unserer Gesellschaften zu schmälern.

Schliesslich regelt der Gesetzesentwurf die im öffentlichen Gesamtinteresse liegende, bisher von der privaten Versicherungswirtschaft freiwillig betriebene Elementarschadenversicherung. Das Konzept dieser Versicherung beruht nämlich auf einer doppelten Solidarität. Unter den Versicherungsnehmern von Feuerversicherungsverträgen wird sie dadurch erreicht, dass ihnen die Elementarschadendeckung auf der Basis einer einheitlichen Solidaritätsprämie gewährt wird. Diese Einheitlichkeit der Prämien in allen Landesteilen ermöglicht den Versicherten in besonders gefährdeten Gebieten überhaupt erst, sich zu tragbaren Prämien gegen Schäden, die auf Elementarereignisse zurückzuführen sind, zu versichern. Die Solidarität unter den Versicherern ergibt sich daraus, dass sie sich angesichts der je nach Gegend unterschiedlichen Belastung ihrer Elementarschadenportefeuilles und der risikoneutralen Einheitsprämie praktisch ausnahmslos im schweizerischen Elementarschadenpool zusammengeschlossen haben, mit dem Zweck, die angefallenen Schäden nach Massgabe ihrer Marktanteile umzuverteilen. Dieses auf rein privatwirtschaftlicher Basis funktionierende Solidaritätswerk wäre nun wegen der geschilderten eingeleiteten Liberalisierung des schweizerischen Sachversicherungsmarktes ohne gesetzliche Regelung gefährdet. Mit dieser gesetzlichen Regelung können wir den Weiterbestand dieses Solidaritätswerkes sicherstellen.

Erlauben Sie mir zum Schluss – ich bin mir bewusst, dass diese sehr technische Materie offenbar nicht von allergrösstem Interesse in diesem Saal ist – doch noch eine Bemerkung zum Versicherungsabkommen im Zusammenhang mit dem EWR-Vertrag: Wie ich Ihnen einleitend kurz angedeutet habe, wird auch der EWR-Vertrag die Materie, die im Versicherungsabkommen geregelt ist, weitgehend regeln. Trotzdem macht es Sinn, dieses Versicherungsabkommen, das für uns so erfreulich herausgekommen ist, heute zu verabschieden und möglichst bald in Kraft zu setzen; denn selbst wenn der EWR-Vertrag – was wir wirklich hoffen – zustande kommt, enthält dieser bekanntlich Schutzklauseln mit Suspensivmöglichkeiten. Und wenn es zum Ergreifen solcher Schutzklauseln und zur Suspension der entsprechenden Teile des EWR-Vertrages kommt, dann gehört dieses Versicherungsabkommen zum vorbestehenden Acquis: Bei einer Suspension der entsprechenden Teile des EWR-Vertrages würde dieses Versicherungsabkommen wieder aufleben.

Aus diesem Grund haben wir alles Interesse, dieses Versicherungsabkommen – nachdem es auf seiten der EG bereits verabschiedet ist – heute auch in diesem Rat zu verabschieden, damit es noch vor dem 1. Januar 1993 in Kraft treten kann. In diesem Sinne beantrage ich Ihnen Eintreten auf beide Vorlagen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Bundesgesetz über die Direktversicherung mit Ausnahme der Lebensversicherung (Schadenversicherungsgesetz, SchVG)

Loi fédérale sur l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (Loi sur l'assurance dommages, LAD)

Titel und Ingress, Art. 1–33, Anhang Ziff. 1–4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–33, annexe ch. 1–4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

127 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Bundesbeschluss über das Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft betreffend die Direktversicherung mit Ausnahme der Lebensversicherung

Arrêté fédéral sur l'Accord entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

125 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

90.074

**Amtliche Vermessung. Abgeltung
Mensuration officielle. Indemnités**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 14. November 1990 (BBI III 1601)
Message et projet d'arrêté du 14 novembre 1990 (FF III 1543)

Beschluss des Ständerates vom 20. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 20 juin 1991

Kategorie IV/III, Art. 68 GRN – Catégorie IV/III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Berger, rapporteur: Je vous rappelle brièvement que la mensuration officielle fait partie intégrante du Registre foncier. Elle a pour tâche de fournir des informations sur la situation, la forme et le contenu des immeubles, de les faire figurer sur les plans des registres, de les gérer et de les mettre à jour. Elle permet ainsi de garantir la propriété foncière et de sauvegarder les droits et les obligations qui en découlent. Le Registre foncier ainsi que la propriété foncière et ses mutations bénéfi-

cient donc en priorité des mensurations officielles. Personne ne conteste que les planifications et les décisions qui se réfèrent au sol doivent absolument pouvoir compter sur des bases de mensuration précises, fiables, objectives et établies sur des données identiques pour l'ensemble du territoire.

Compte tenu de ce qui précède, les principes qui définissent la mensuration officielle doivent être établis par la Confédération. Ils reposent sur la compétence des dispositions de droit civil. D'une manière analogue pour le Registre foncier, son exécution est confiée aux cantons. La Confédération conserve toutefois la direction générale et la haute surveillance des opérations. Cette procédure garantit que la mensuration officielle est exécutée de la même manière partout en Suisse, et que les intérêts financiers de la Confédération sont sauvegardés.

L'oeuvre cadastrale et ses critères d'application, que nous connaissons aujourd'hui, se basent en grande partie sur des textes légaux anciens. Les exigences en progression constante des données relatives au territoire et au sol impliquent inévitablement, dans ce domaine particulier comme ailleurs, de recourir aux techniques modernes. Le traitement électronique des données, leur diffusion ainsi que le tracé de plans assisté par ordinateur impliquent une révision totale des dispositions actuelles, sans pour autant que les principes et objectifs de base soient remis en question. Ce passage de l'ancien état aux techniques actuelles est, il faut le souligner, de la compétence du Conseil fédéral, alors que la part de la Confédération aux coûts de l'opération est de la responsabilité du Parlement. Le présent débat ne concerne donc que des indemnités dans le domaine de la mensuration officielle; il tend à définir la part que la Confédération attribue aux cantons.

Précisons encore que l'objectif pour le Conseil fédéral consiste à adapter les données techniques, afin que la mission de la mensuration officielle n'engendre pas des coûts encore plus élevés. Le montant global du projet, réparti sur une durée de trente ans, est de 3,53 milliards de francs, soit une augmentation, en comparaison du système actuel, de 215 millions. Cela représente un montant annuel de 7 millions à la charge des cantons.

Il faut d'emblée préciser que, sans la réforme envisagée, l'augmentation des coûts serait encore plus forte, compte tenu qu'un tiers du territoire national n'est pas encore recensé et mesuré, que les exigences en matière de rénovation sont déjà très importantes et qu'avec les données techniques actuelles les coûts ne feraient qu'augmenter. Cependant, le calendrier d'objectifs sur trente ans prévoit une priorité. En accord avec les cantons, il est prévu de limiter l'arrêté à dix ans et de porter l'accent sur l'achèvement de la première mensuration. Pour ce qui est du renouvellement des mensurations existantes, un accord futur devrait permettre d'établir les priorités, en tenant compte notamment des possibilités financières et des besoins des utilisateurs.

L'arrêté proposé prévoit la neutralité des coûts pour la Confédération, partant du principe que ce sont les cantons, les collectivités concernées, les grandes régies: CFF, PTT, et les utilisateurs privés qui bénéficieront en priorité de cette révision totale. Il leur appartient donc d'en assumer la charge supplémentaire.

Venons-en maintenant à l'arrêté proprement dit, soit au montant des indemnités que le Conseil fédéral propose d'allouer aux cantons. Cette suggestion tient compte de la capacité financière des cantons pour le relevé des données (article premier), et du renouvellement des mensurations (article 2). Comme vous pouvez le constater sur le dépliant, votre commission vous propose une participation accrue de la part de la Confédération. Elle se situe à peu de chose près entre la version du Conseil fédéral et celle du Conseil des Etats. Cette proposition de compromis, soutenue par le chef du département, a été acceptée aux articles 1 et 2 par la majorité de la commission, soit par 12 voix contre 5.

Par cet amendement, votre commission entend surtout atténuer l'augmentation prévue pour les cantons dont la zone à bâtir a fortement progressé et pour ceux à faible capacité financière, ainsi que pour les régions improductives.

La minorité de la commission argumente son soutien aux propositions du Conseil des Etats du fait que des réserves ont été

Direktversicherung. Gesetz und Abkommen

Assurance directe. Loi et accord

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	91.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.01.1992 - 08:00
Date	
Data	
Seite	126-131
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 899

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.